

Comme en 2014, Russie et Ukraine s'affrontent à visage découvert

Sébastien Gobert
Correspondant à Kiev

Petro Porochenko s'est fait chahuter au Parlement ukrainien, ce 26 novembre. Mais il a réussi à convaincre 276 députés d'adopter une loi martiale qui s'applique aux régions frontalières de la Russie pour une durée de 30 jours. Un compromis par rapport à sa proposition originale d'un état d'urgence étendu à l'ensemble du territoire national pour 60 jours, qui était justifiée par l'urgence de la situation. "Pour nous, c'est la guerre", déclarait ainsi le ministre des Affaires étrangères ukrainien Pavlo Klimkin, quelques heures auparavant. L'attaque de trois navires militaires, un remorqueur et deux corvettes, aux abords du détroit de Kertch dans la mer Noire, est un acte d'agression militaire. Engagée dans une guerre hybride contre l'Ukraine depuis l'annexion de la Crimée au printemps 2014 et le début du conflit dans l'Est séparatiste, la Russie avait nié avec persistance son implication dans les combats. Les trois navires ont été saisis par les garde-frontières et services de sécurité (FSB) russes. Plus de vingt marins sont prisonniers, dont six blessés. Pour Pavlo Klimkin, ce sont "des prisonniers de guerre".

Égal accès à la mer d'Azov

Au cœur du problème, la russification rampante de la mer d'Azov, une mer fermée, bordée des seules Ukraine et Russie. Moscou en contrôle le seul point d'accès, le détroit de Kertch au sud, et est militairement active dans la zone de combat au nord. Après l'inauguration d'un pont au-dessus du détroit en mai, la circulation de bateaux reliant les ports ukrainiens de Marioupol et Berdiansk a été réduite. Les garde-frontières russes ont mené des incursions très près des côtes ukrainiennes. Le haut commandement à Kiev, qui se remet péniblement de la perte de 70% de sa flotte en Crimée en 2014, a alors réalisé qu'il n'avait aucune présence militaire dans la mer d'Azov. D'où la décision de dépêcher ces trois navires. En vertu d'un traité de coopération de 2003, l'Ukraine a un égal

accès aux eaux de la mer d'Azov. De plus, Kiev affirme avoir informé la partie russe en amont de l'itinéraire de ses bâtiments. Le fait que les garde-frontières russes ouvrent le feu sur les marins ukrainiens a donc été vécu en Ukraine comme un nouvel épisode de l'agression russe.

Vu de Moscou, cette réaction était nécessaire dans la mesure où les navires ukrainiens avaient pénétré ses eaux territoriales. Cette dernière définition étant très contestable, étant donné que l'annexion de la Crimée n'est pas reconnue internationalement.

Les autorités ukrainiennes ont appelé leurs partenaires occidentaux à imposer de nouvelles sanctions fermes contre la Russie. Le ministre de l'Intérieur Arsen Avakov, lui, appelle à "dépasser le cadre des discours de soutien pour adopter des mesures concrètes". Kiev a beau jeu de se référer à la solidarité internationale, dans la mesure où il n'a aucun moyen militaire de s'opposer à l'armada russe encore déployée autour du détroit de Kertch. Deux hélicoptères et deux chasseurs de classe Sukhoï patrouillent la zone depuis le 25 novembre.

Une loi martiale qui fait débat

Dans ce contexte, la résolution de Petro Porochenko d'introduire la loi martiale en Ukraine fait débat. Selon lui, la loi martiale doit servir à la défense du territoire national, sans être "une déclaration de guerre, car l'Ukraine ne veut se battre contre personne". Il se montre ainsi plus prudent que son ministre des Affaires étrangères, sans pour autant préciser en quoi la loi martiale pourrait renforcer ses capacités de défense.

En écho à de nombreux observateurs, trois anciens présidents de l'Ukraine indépendante, Leonid Kravtchouk, Leonid Kouchma et Viktor Iouchchenko, ont émis des doutes sur le besoin d'un état d'urgence. "Il y a eu de nombreuses occasions au cours des cinq dernières années, quand nous avons

souffert des milliers de morts, où l'état d'urgence aurait été opportun et possible, a ainsi analysé Leonid Kravtchouk. Mais prendre un tel risque maintenant peut-il contribuer à faire face à l'agresseur?" En filigrane, la peur que Petro Porochenko n'abuse de la loi martiale pour contrer les nombreuses critiques qui lui sont adressées, museler les médias, empêcher les manifestations d'opposition, et reporter les élections présidentielles du 31 mars.

De fait, le chef de l'État ne part pas favori à sa propre réélection. Sur les réseaux sociaux, les craintes d'une dérive autoritaire de la présidence se sont multipliées. Le 26 novembre au matin, la monnaie

nationale, la hryvnia, a dévié par rapport au dollar.

Le débat a agité la séance extraordinaire de la Verkhovna Rada (Parlement) ce 26 novembre. Après une occupation chaotique du perchoir par des groupes d'opposition, les députés se sont répandus en tractations de couloir, et ont obtenu de Petro Porochenko qu'il conscrive le champ territorial de la loi martiale aux seules zones de conflit, et ce pour une durée de 30 jours au lieu de 60. Les conditions concrètes de l'application de cet état d'urgence restent néanmoins à définir. La bataille navale de Kertch ouvre donc une nouvelle période d'incertitudes, tant sur le front militaire que politique.

- Des navires ukrainiens ont été arraisonnés par les militaires russes.
- Le président Porochenko a décrété la loi martiale face à cette "agression".
- Moscou entend défendre coûte que coûte son contrôle sur la région.

Pour le Kremlin, le contrôle de la région à tout prix

Paul Gogo
Correspondant à Moscou

L' image aurait été symbolique. Un navire de guerre ukrainien passant sous le contesté pont de Crimée, construit par la Russie en dépit du droit international à l'issue de l'annexion de la Crimée. Mais le risque militaire et symbolique semblait trop important pour le Kremlin. En tentant de rejoindre la mer Noire en passant par le détroit de Kertch, la marine ukrainienne s'est attaquée à un tabou exploité par la Russie depuis le début de la crise qui oppose les deux pays. Un accord signé en 2003 par les deux pays donne des droits équivalents à la Russie et l'Ukraine sur ces eaux stratégiques. Mais dans les faits, la Russie a bel et bien pris le contrôle de la région. L'image d'un bateau poussé sous l'arche du pont de Crimée pour bloquer la circulation du détroit dimanche est saisissante. La Russie a le pouvoir physique de décider qui entre et qui sort de la mer d'Azov. Un enjeu économique, militaire mais également de communication. Intransigeant sur le sujet, Vladimir Poutine ne prendra jamais le risque de décevoir la population russe, exaltée au lendemain de l'annexion, en la laissant croire qu'il puisse y avoir la moindre faille de sécurité à proximité de la péninsule annexée.

Lundi soir, la Russie détenait toujours les 23 militaires ukrainiens et leurs trois navires au sein du port de Kertch, en Crimée. Porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov dénonçait lundi une "provocation dangereuse de la part de l'Ukraine" et concédait des coups de feu tirés sur les navires ukrainiens par les forces spéciales russes : "Nous n'avions pas le choix pour empêcher une violation de notre frontière."

Risque de sanctions

Le conflit couvait depuis plusieurs mois. Les deux pays n'ont cessé d'augmenter la militarisation de leurs ports situés en mer d'Azov durant l'année passée. En octobre dernier, exaspérée par l'attitude de la Russie à l'égard des bateaux ukrainiens et européens dans la mer d'Azov, l'Union européenne a me-

nacé la Russie de nouvelles sanctions en cas de conflit dans la zone. En vain. Ces derniers mois, près de 200 navires européens et ukrainiens auraient été contrôlés et parfois bloqués pendant plusieurs jours par les autorités russes lors de leur passage par le détroit de Kertch.

"Si nos gardes frontières réalisent autant de contrôles, c'est parce que les leaders de l'auto proclamée assemblée des Tatars de Crimée et les groupes nationalistes ukrainiens, ainsi qu'un certain nombre de politiciens ukrainiens ont appelé au terrorisme et à la destruction du pont de Crimée", affirmait au journal *Kommersant*,

Grigori Karasin secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères russe vendredi dernier.

En refusant le passage des navires militaires et commerciaux ukrainiens sous le pont de Crimée, la Russie teste la capacité de réaction de l'Union européenne tout en prenant le risque de subir de nouvelles sanctions. Comme en Ukraine, l'explication de cette manœuvre risquée se trouve très certainement dans la politique nationale. Depuis l'été dernier et l'annonce de l'impopulaire réforme des retraites, le taux de popularité de Vladimir Poutine subit une dégringolade inédite. Le président russe n'aurait plus que le soutien de 45 % de la population contre 64 % en mai dernier. Cette impopularité n'avait pas été aussi importante depuis... la veille de l'annexion de la Crimée. L'introduction de la loi

martiale en Ukraine joue le jeu du Kremlin. Les médias russes ont repris, lundi, un ton proche de 2014 destiné à décrédibiliser le pouvoir ukrainien et à jouer la carte de l'Ouest russophobe. Dans la suite de son interview au journal *Kommersant*, Grigori Karasin déclarait : "Le sujet de la mer d'Azov a été intentionnellement inséré dans l'espace médiatique. Le régime de Kiev a créé un nouveau thème antirusse avec ses mentors étrangers [...] le seul objectif de l'Ouest est de pouvoir durcir les sanctions contre la Russie."

